

+ 36 milliards pour l'armée, dont le budget passe pour la première fois devant celui de l'Éducation nationale, tandis que tous les autres services publics sont impactés par ce budget de guerre, comme l'indique une note de Bercy en date du 20 avril. Selon cette note, « *l'effort engagé depuis plusieurs années en faveur de la Défense a vocation à être poursuivi et amplifié dans les années à venir. La conciliation de la priorité [en faveur de la Défense] avec la nécessaire maîtrise des comptes publics impose des choix : les budgets ministériels hors mission « Défense » devront globalement être en diminution.* » On ne saurait être plus clair.

Les restrictions à la liberté de recherche et les atteintes aux statuts des chercheurs et enseignants-chercheurs se multiplient, la dernière en date relevant de l'« actualisation » de la loi de programmation militaire (LPM) qui, dans son article 19, prévoit de soumettre les aspects internationaux des carrières à l'autorisation préalable du ministre, sous peine d'amende ou même de prison. Ceci en prolongement des ZRR, dénoncées dès 2014 par FO et qui se multiplient de partout, avec un contrôle accru de tous les personnels de la recherche en ZRR prévu dans cette même LPM.

Du point de vue budgétaire, tous les organismes de recherche paient le prix fort de cette marche à la guerre. INSERM, INRIA, INRAE, IRD sont tous en déficit. Le CNRS, qui a livré 500 millions d'euros en 2025-26 pour alimenter cette machine de guerre, a coupé 20 millions de crédits en cours d'année, entravant ainsi lourdement le fonctionnement de laboratoires jusqu'à la fin de l'année. Ces coupes engendrent un vieillissement des équipements, qui ne permettent plus la réactivité nécessaire à une recherche avancée. Elles sont aussi porteuses de graves dégradations des conditions de travail, de recul des recrutements statutaires et de blocages conséquents des carrières ?

Mais ceci ne suffit pas : le PDG du CNRS vient d'écrire à toutes les directions internes pour leur enjoindre de geler 70 % des embauches prévues en CDD sur la masse salariale subventionnée par l'État (et qui devrait au demeurant uniquement servir à recruter des personnels sous statut), et même 100 % des CDD prévus sur ressources propres !

Pas de recherche sans liberté, pas de recherche sans chercheurs, pas de recherche sans personnels d'appui ! Le budget de guerre programme une involution gravissime de la recherche en France.

C'est pourquoi FO enseignement supérieur et recherche appelle tous les personnels de la recherche et des universités à participer à toutes les mobilisations qui auront lieu partout en France le jeudi 11 juin, en particulier au :

**rassemblement à Paris, jeudi 11 juin à 12h30
devant le ministère de l'enseignement supérieur et de la
recherche, rue Descartes.**

pour dire :

- > Non au budget de guerre, non à l'augmentation sans fin des dépenses militaires, non aux restrictions à la liberté de recherche ;
- > Des postes sous statut en nombre suffisant pour assurer de manière pérenne l'ensemble des missions de recherche !
- > Des budgets récurrents pour assurer le fonctionnement et le développement de tous les laboratoires !